

Coordination SPS et prévention des risques dans le BTP

Annonce V92859 mise à jour le 06/10/2026

Description générale

Fiche d'identité de la société

Forme juridique	SARL
Ancienneté de la société	Plus de 10 ans
Localisation du siège	Sud Est de la France
Région	Confidentielle

Résumé général de l'activité

Société spécialisée dans la coordination Sécurité et Protection de la Santé (SPS) pour les opérations de bâtiment, de génie civil et de travaux publics.

Elle accompagne les maîtres d'ouvrage de la conception du projet jusqu'à la réception des travaux.

Son offre intègre également des prestations de prévention des risques, d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de diagnostic technique immobilier.

Elle intervient aussi bien sur des constructions neuves que sur des opérations de réhabilitation en sites occupés.

Éléments chiffrés

Année de référence	2026
Fonds propres	1 155 k€
Dettes financières	0 k€
Trésorerie nette	355 k€

En k€/année	2024	2025	2026	2027
CA	2800	2200	2 300	2 500
Marge brute				

En k€/année	2024	2025	2026	2027
EBE	1 100	600	900	900
Rés. Exp.				
Rés. Net	700	300	400	600
Salariés	8	8	8	8

Indications concernant les éléments chiffrés

L'immobilier sera cédé en même temps que les titres.

Loyer annuel : 18 000 euros.

Prix hors honoraires : 216 k€.

Honoraires à la charge de l'acquéreur : 6% HT soit 13 k€ HT.

Prix total honoraires TTC inclus 231,5 k€.

Positionnement concurrence

Positionnement par rapport au marché

Akteur spécialisé de la prévention et de la coordination réglementaire des risques sur opérations de construction, bénéficiant d'une expérience revendiquée depuis 30 ans.

Positionnement transversal sur les bâtiments collectifs, industriels, commerciaux, établissements publics et infrastructures.

La société dispose d'une capacité d'intervention dépassant son implantation historique et revendique une couverture organisée en réseau sur plusieurs territoires.

Sa présence régulière sur des marchés publics significatifs confirme un positionnement auprès de maîtres d'ouvrage institutionnels et de collectivités.

Concurrence

Marché réunissant de grands groupes nationaux de contrôle et de prévention ainsi que des cabinets indépendants spécialisés en coordination SPS.

Les principaux concurrents rencontrés dans les appels d'offres comprennent notamment les réseaux de contrôle technique et de certification à implantation nationale.

La concurrence s'exerce sur la couverture géographique, les qualifications des coordonnateurs, la réactivité et le prix.

Les marchés publics constituent un terrain concurrentiel important, souvent organisé en accords-cadres multi-attributaires.

Points forts

Expertise métier spécialisée et historique, centrée sur une prestation réglementaire récurrente et à forte technicité.

Capacité à intervenir sur des projets diversifiés : bâtiments publics, santé, enseignement, infrastructures, VRD et génie civil.

Présence avérée auprès de donneurs d'ordre publics et capacité à remporter des marchés pluriannuels significatifs.

Organisation en réseau permettant d'élargir la couverture territoriale et de mutualiser les compétences.

Points faibles

Activité exposée à une forte pression concurrentielle, notamment face aux grands réseaux nationaux de contrôle et de certification.

Part potentiellement significative de l'activité issue des appels d'offres, pouvant générer une pression sur les prix et des cycles commerciaux irréguliers.

Activité reposant sur des collaborateurs disposant de compétences et habilitations spécifiques, pouvant rendre le recrutement stratégique.

La coexistence de plusieurs structures juridiques et d'une organisation en réseau mérite d'être clairement explicitée dans le cadre d'une présentation à des acquéreurs.

Infos sur la cession

A propos de la cession de cette entreprise

Type de cession envisagée	Majoritaire
Raison principale de cession	Départ à la retraite
Prix de cession	3 750 k€
L'immobilier n'est pas compris dans la cession.	
Prix de l'immobilier uniquement	216 k€

Profil de repreneur recherché

Profil recherché	Personne physique ou morale
Apport en fonds propres minimum pour se positionner sur ce dossier	770 k€